



Baromètre sur le financement et l'accès au crédit des PME

- Vague 23 -

Sondage Ifop pour KPMG et CGPME



Janvier 2015



Sommaire

1 - La méthodologie

2 - Les résultats de l'étude

- A – L'impact du contexte économique sur les demandes et l'accès au crédit des PME
- B – Le regard des PME sur les relations avec les banques
- C – Questions d'actualité

3 - Les principaux enseignements

1 | La méthodologie



Etude réalisée par l'Ifop pour KPMG et CGPME

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 Echantillon de 400 dirigeants d'entreprise, représentatif des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.	 Afin de disposer d'effectifs suffisants par secteur et taille de l'entreprise, l'échantillon a été raisonné, puis chaque catégorie a été ramenée à son poids réel lors du traitement informatique des résultats. L'échantillon a été stratifié par région.	 Les interviews ont eu lieu par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées du 5 au 9 janvier 2015.

Rappel Méthodologie des précédentes vagues d'enquête :

Septembre 2014 : Etude réalisée auprès de 400 dirigeants d'entreprise, du 11 au 18 septembre 2014
Mai 2014 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 12 au 16 mai 2014
Janvier 2014 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 8 au 16 janvier 2014
Septembre 2013 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 16 au 23 septembre 2013
Mai 2013 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 21 au 28 mai 2013
Mars 2013 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 11 au 15 mars 2013
Décembre 2012 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 10 au 14 décembre 2012
Septembre 2012 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 17 au 21 septembre 2012
Juin 2012 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 29 mai au 05 juin 2012
Mars 2012 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 20 au 26 mars 2012
Décembre 2011 : Etude réalisée auprès de 403 dirigeants d'entreprise, du 13 au 19 décembre 2011

Septembre 2011 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 14 au 20 septembre 2011
Mai 2011 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 23 au 30 mai 2011
Mars 2011 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 14 au 18 mars 2011
Décembre 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 09 au 14 décembre 2010
Septembre 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 13 au 17 septembre 2010
Juin 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 07 au 10 juin 2010
Mars 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 22 au 26 mars 2010
Janvier 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 06 au 12 janvier 2010
Septembre 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 14 au 21 septembre 2009
Juin 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 27 mai au 05 juin 2009
Février 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 16 au 20 février 2009

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
Et si l'effectif est...	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **400** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **3**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 7% et 13%.

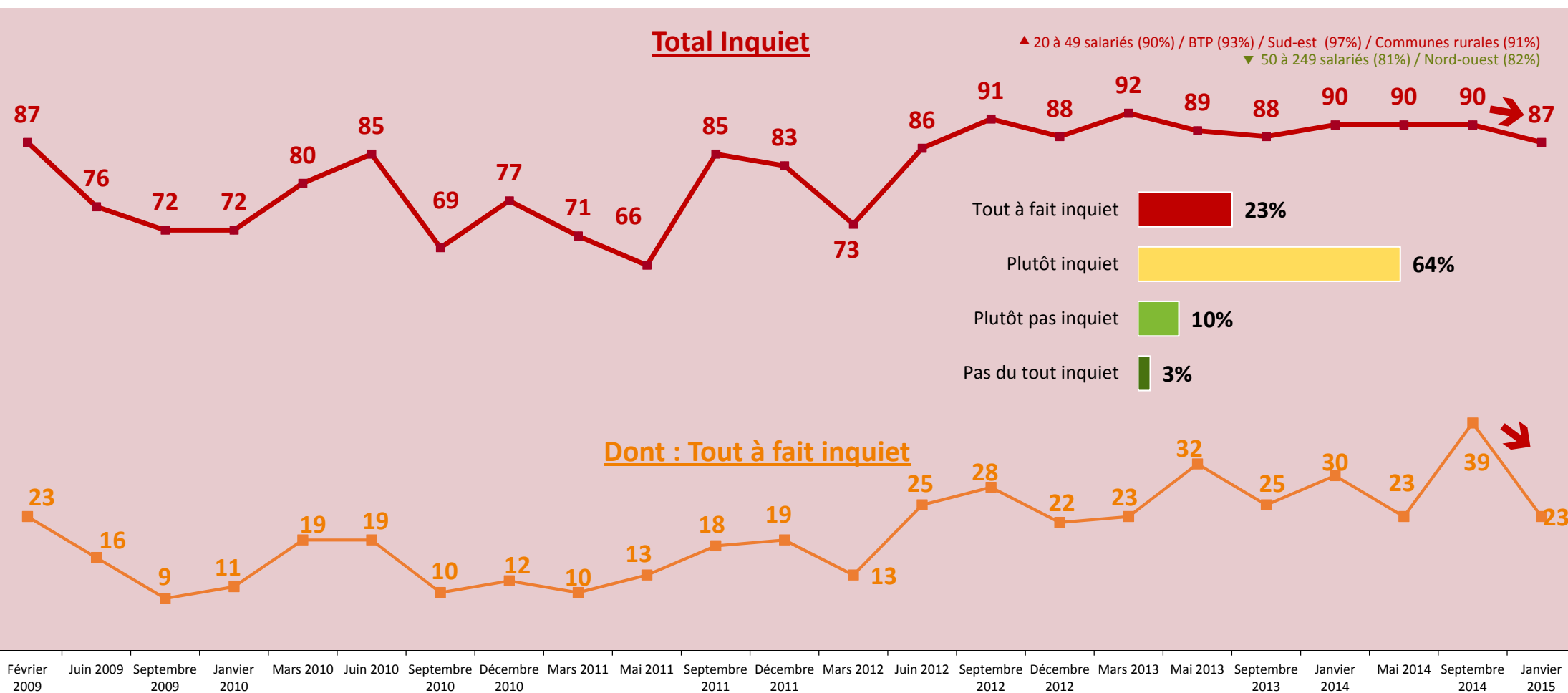
2 | Les résultats de l'étude



A | **L'impact du contexte économique sur les demandes et l'accès au crédit des PME**

L'inquiétude face à la situation économique

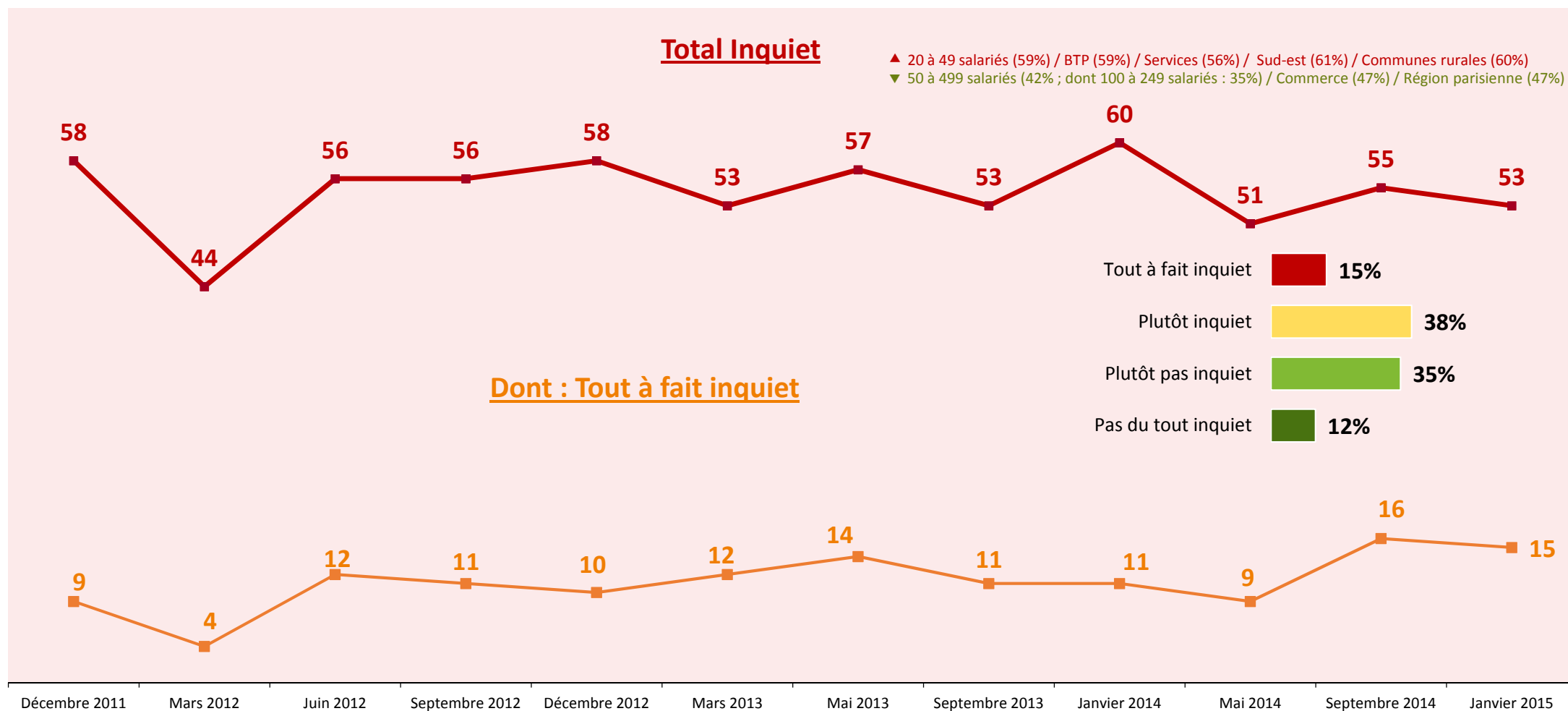
Question : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



(*) Jusqu'en juin 2010 l'intitulé exact de la question était : « Vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ? »

L'inquiétude pour son activité pour les mois à venir

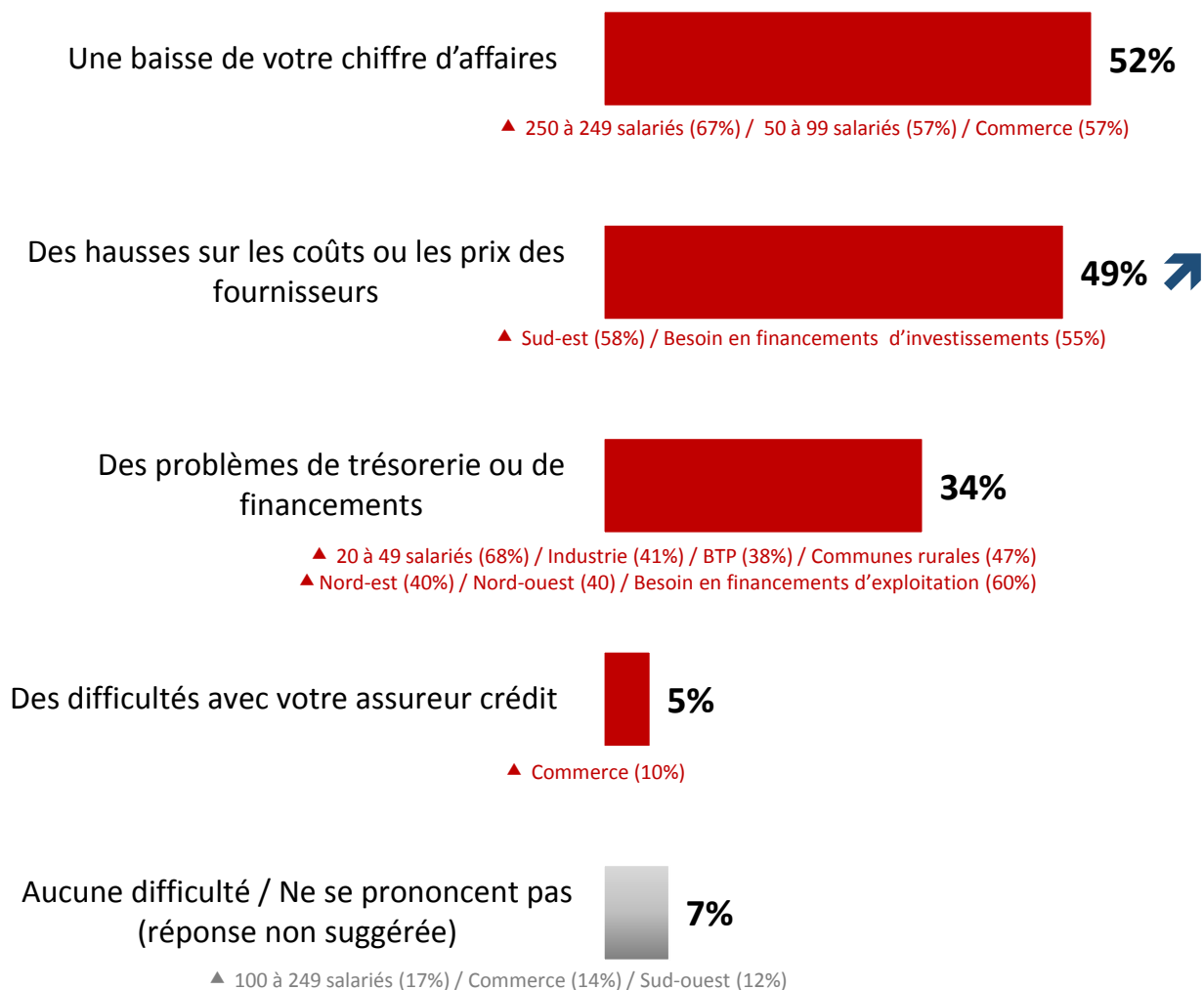
Question : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout inquiet pour votre activité pour les mois à venir ?^(*)



^(*) Jusqu'en juin 2010 l'intitulé de la question était : « Vous personnellement, en pensant à l'année 2012, diriez-vous que vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout inquiet pour votre activité ? »

Les principales difficultés financières rencontrées

Question : Quelles sont les principales difficultés que votre entreprise rencontre aujourd'hui ?

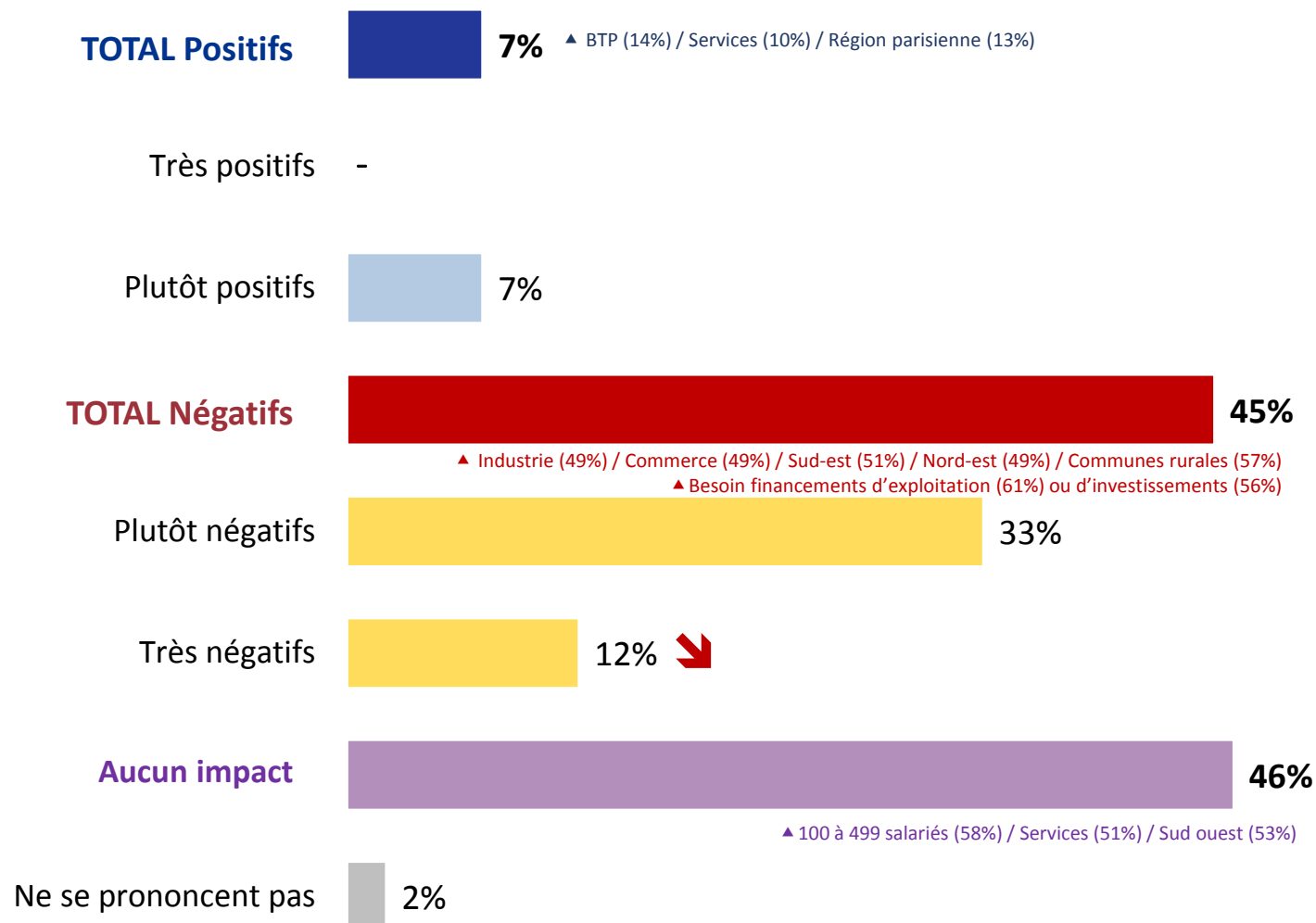


Rappel Sept. 2014	Rappel Mai 2014	Rappel Janvier 2014	Rappel Sept. 2013	Rappel Mai 2013	Rappel Mars 2013	Rappel Déc. 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Janvier 2010
54%	51%	54%	54%	57%	52%	53%	39%	38%	58%
41%	50%	48%	51%	45%	54%	55%	61%	51%	30%
34%	31%	36%	36%	25%	32%	30%	27%	26%	29%
5%	3%	5%	8%	6%	5%	7%	5%	10%	7%
13%	13%	8%	9%	10%	11%	9%	14%	16%	15%



L'impact de la situation économique sur les conditions d'accès au crédit de son entreprise

Question : Diriez-vous que la situation économique actuelle a des impacts positifs, négatifs ou qu'elle n'a aucun impact sur vos conditions d'accès aux crédits auprès de votre (vos) banques ?



Rappel Sept. 2014	Rappel Mai 2014	Rappel Janvier 2014	Rappel Sept. 2013
9%	6%	4%	7%
2%	1%	-	1%
7%	5%	4%	6%
47%	48%	63%	54%
31%	40%	48%	38%
16%	8%	15%	16%
44%	46%	32%	39%
-	-	1%	-

Question : Quels sont actuellement vos besoins de financements ?

AU MOINS UN



Dont : Financements d'investissements



▲ 50 à 99 salariés (46%) / Industrie (50%) / Nord-est (44%) / Communes rurales (46%)

Dont : Financements d'exploitation (trésorerie, escomptes ...)



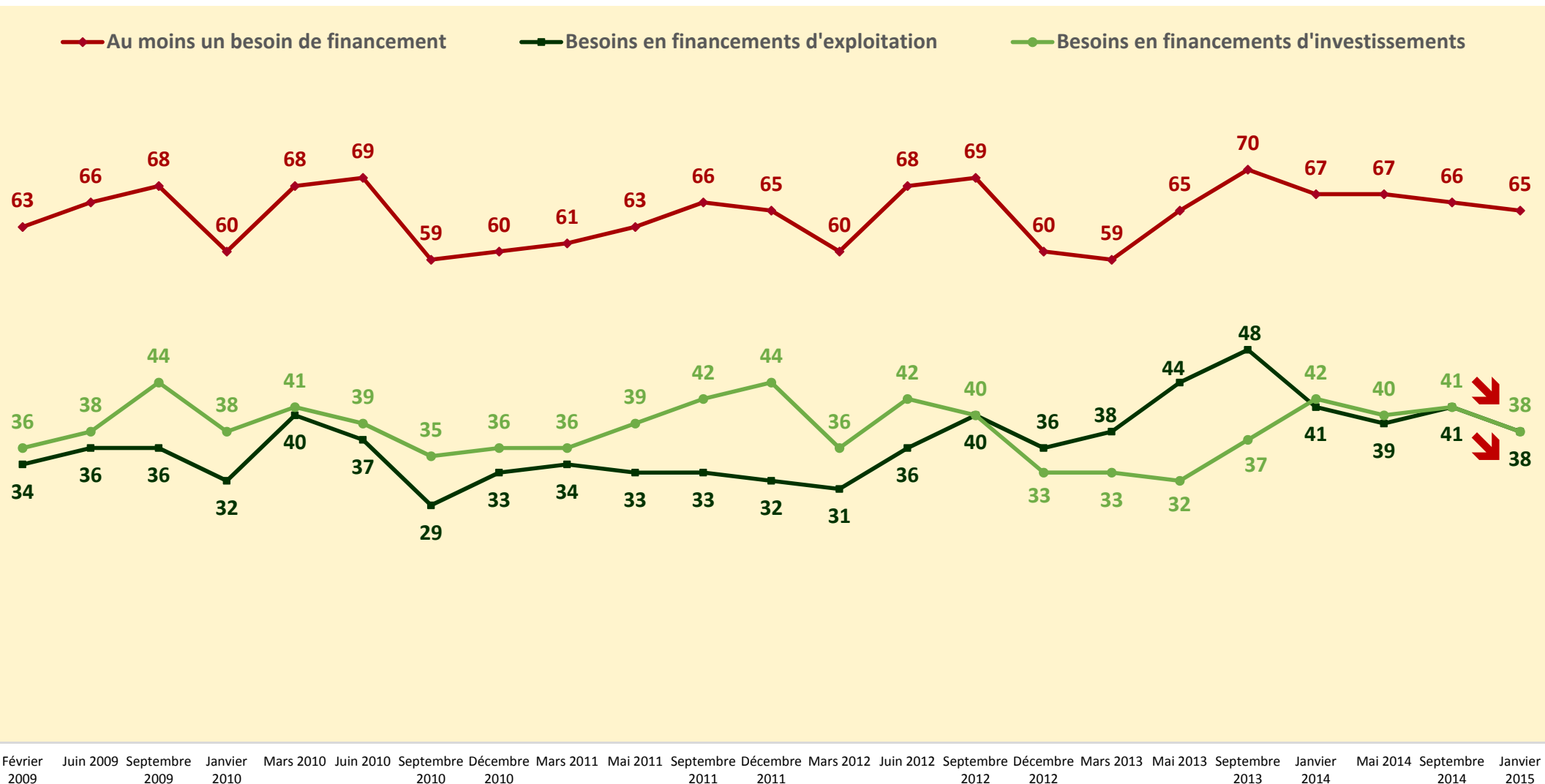
▲ 100 à 499 salariés (42%) / BTP (51%) / Industrie (44%) / Sud-ouest (47%)

Aucun besoin / ne se prononcent pas



▲ 10 à 19 salariés (41%) / Commerce (44%) / BTP (40%) / Région parisienne (45%)

Question : Quels sont actuellement vos besoins de financements ?



Les besoins en crédits pour financer les investissements

Question : De quels types de crédits avez-vous besoin **pour financer vos investissements** ?

Des crédits pour des investissements de remplacement ou d'entretien pour votre exploitation : matériel, locaux, etc.

▲ 50 salariés et plus (61%) / Industrie (62%) / Province (63%)

54% ↘

Des crédits pour des investissements d'équipement, véhicules, informatique, etc.

▲ Commerce (56%)

41% ↗

Des crédits pour des acquisitions de développement : achats, fusions d'entreprises, etc.

▲ Moins de 50 salariés (37%) / Commerce (41%) / Services (40%)

33%

Des crédits pour des investissements d'innovation : technologies, process, etc.

▲ 50 salariés et plus (36%) / Industrie (38%) / Région parisienne (35%)

21%

D'autres types de crédit -

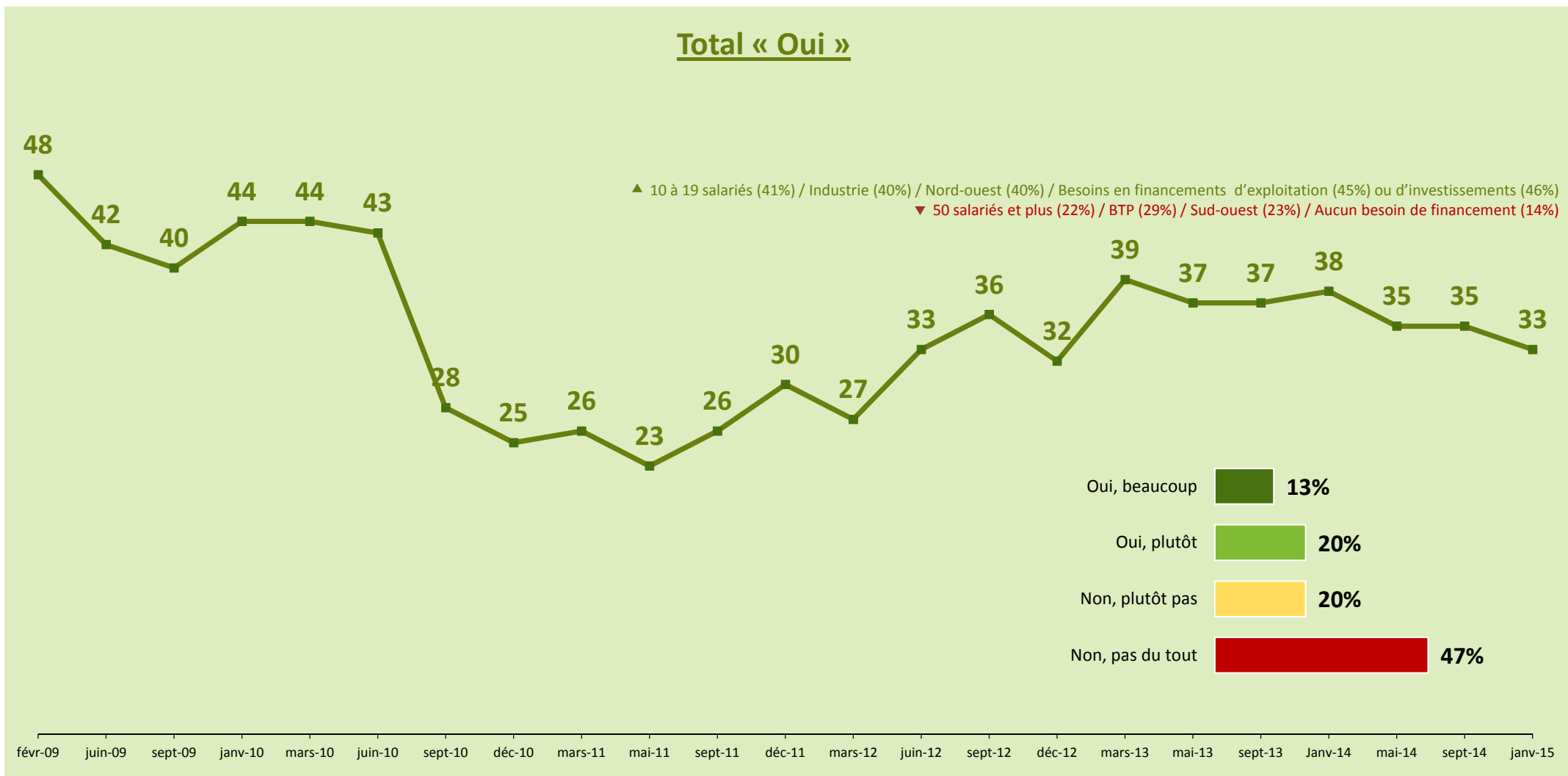
Ne se prononcent pas **1%**

Rappel Sept. 2014	Rappel Mai 2014	Rappel Janvier 2014	Rappel Sept. 2013	Rappel Mai 2013	Rappel Mars 2013	Rappel Déc. 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Février 2009
63%	65%	58%	70%	59%	61%	62%	54%	57%	63%
37%	42%	45%	32%	38%	38%	42%	41%	53%	35%
32%	26%	23%	27%	23%	27%	26%	28%	21%	24%
22%	20%	28%	14%	21%	27%	22%	13%	19%	18%
2%	2%	3%	4%	1%	1%	1%	1%	-	1%
-	-	1%	-	1%	-	2%	1%	-	-

Base : question posée uniquement aux dirigeants déclarant avoir des besoins de financements pour leurs investissements, soit **41%** de l'échantillon.

La réduction des demandes de financements en raison des difficultés d'accès au crédit

Question : Est-ce que, en raison de difficultés d'accès au crédit, vous vous restreignez dans vos investissements et vos demandes auprès de votre (vos) banque(s) ?



B | Le regard des PME sur les relations avec les banques

Question : Est-ce que votre banque ... ?

- Récapitulatif : Oui -

Demande des garanties supplémentaires



Finance avec des frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités (1)



Finance seulement après avoir demandé d'autres cofinancements (cautions) (2)



Finance après beaucoup de délais (attentes d'acceptation)



Réduit des crédits ou des facilités de trésorerie (réduction de comptes courants)



Rappel Sept. 2014	Rappel Mai 2014	Rappel Janvier 2014	Rappel Sept. 2013	Rappel Mai 2013	Rappel Mars 2013	Rappel Déc. 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Février 2009
47%	39%	41%	42%	38%	37%	42%	31%	32%	26%
48%	45%	50%	46%	41%	42%	43%	46%	43%	40%
33%	36%	32%	37%	32%	31%	29%	25%	29%	34%
26%	21%	25%	26%	23%	22%	28%	21%	21%	23%
30%	26%	29%	38%	24%	26%	28%	30%	25%	18%

Au moins une mesure de durcissement : 69%

Rappels : Septembre 2014 : 74% / Mai 2014 : 75% / Janvier 2014 : 77% / Septembre 2013 : 76% / Mai 2013 : 71% / Mars 2013 : 67%
 Décembre 2012 : 71% / Septembre 2012 : 66% / Juin 2012 : 73% / Mars 2012 : 68% / Décembre 2011 : 68% / Septembre 2011 : 71% / Mai 2011 : 74% / Mars 2011 : 70%
 Décembre 2010 : 64% / Septembre 2010 : 68% / Juin 2010 : 81% / Mars 2010 : 76% / Janvier 2010 : 75% / Septembre 2009 : 77% / Juin 2009 : 64% / Février 2009 : 59%

- ▲ Industrie (75%) / BTP (72%) / 10 à 19 salariés (76%) / Sud-est (77%) / Nord-est (76%) / Besoins en financements d'exploitation (87%) ou d'investissements (76%)
- ▼ 50 salariés et plus (58%) / Commerce (63%) / Nord-ouest (62%) / Sud-ouest (60%)

- (1) Jusqu'en mars 2010, l'intitulé exact était : « Finance avec des taux ou frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités. »
- (2) Jusqu'en juin 2010, l'intitulé exact était : « Finance seulement après avoir demandé d'autres cofinancements ou des garanties (cautions) »

Les évolutions envisagées dans les relations avec sa banque

Question : Compte tenu de votre relation avec votre ou vos banque(s), envisagez-vous de ... ?

- Récapitulatif : Oui -

Examiner les conditions d'autres banques concurrentes



48% ↗

▲ 10 à 19 salariés (57%) / BTP (57%) / Région parisienne (54%)
▲ Besoins en financements d'exploitation (58%) ou d'investissements (58%)

Réexaminer vos lignes de crédit



38%

▲ 10 à 19 salariés (45%) / BTP (48%) / Nord-ouest (43%)
▲ Besoins en financements d'exploitation (58%) ou d'investissements (46%)

Rappel Sept. 2014	Rappel Mai 2014	Rappel Janvier 2014	Rappel Sept. 2013	Rappel Mai 2013	Rappel Mars 2013	Rappel Déc. 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Février 2009
43%	43%	45%	45%	39%	39%	39%	39%	45%	49%
35%	29%	39%	42%	38%	39%	36%	36%	40%	49%

Examiner les conditions d'autres banques concurrentes

24%

24%

23%

28%

1%

Réexaminer vos lignes de crédit

16%

22%

30%

30%

2%

■ Oui, certainement

■ Oui, probablement

■ Non, probablement pas

■ Non, certainement pas

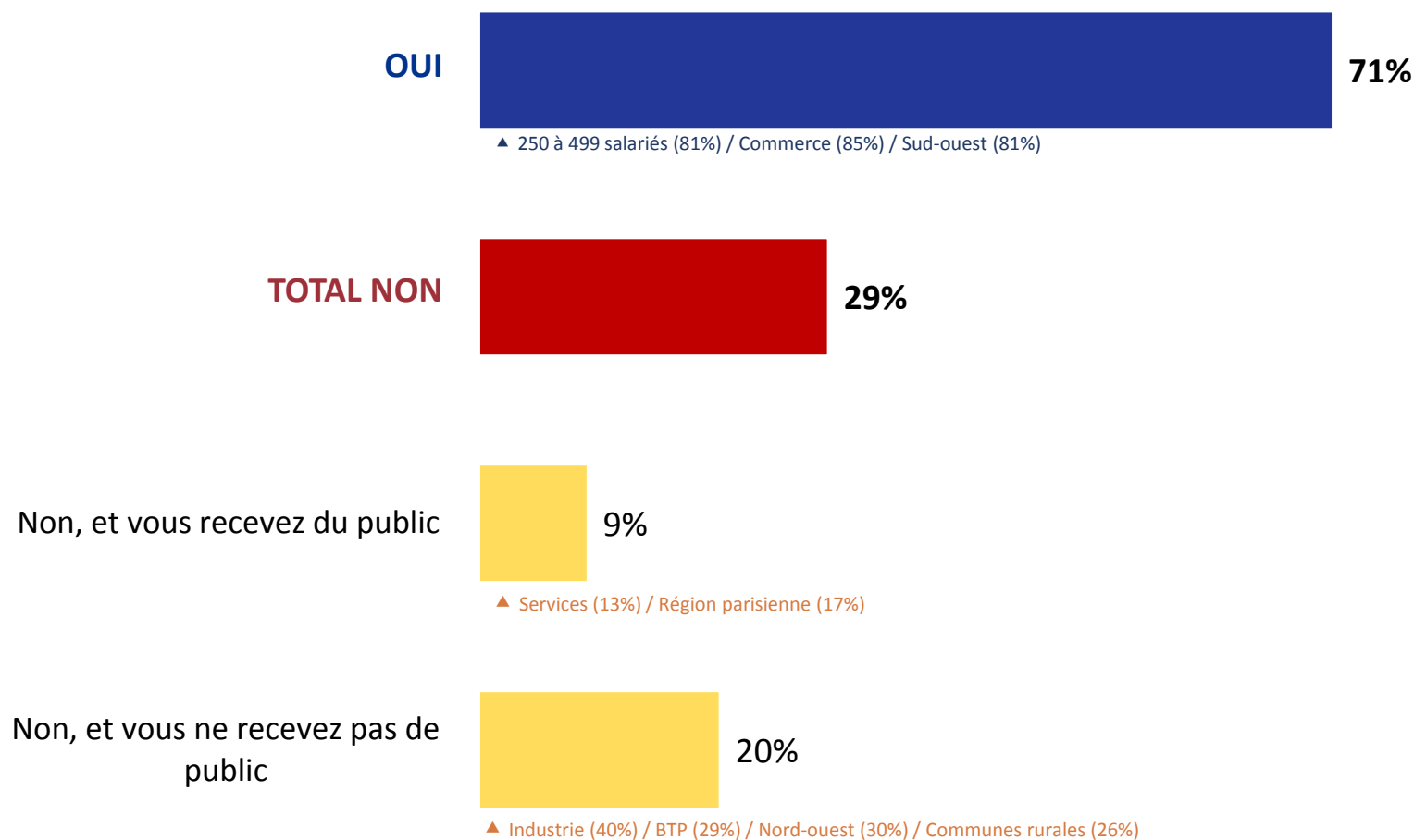
■ Ne se prononcent pas

C | Questions d'actualité



L'accessibilité des locaux de l'entreprise aux personnes en situation de handicap

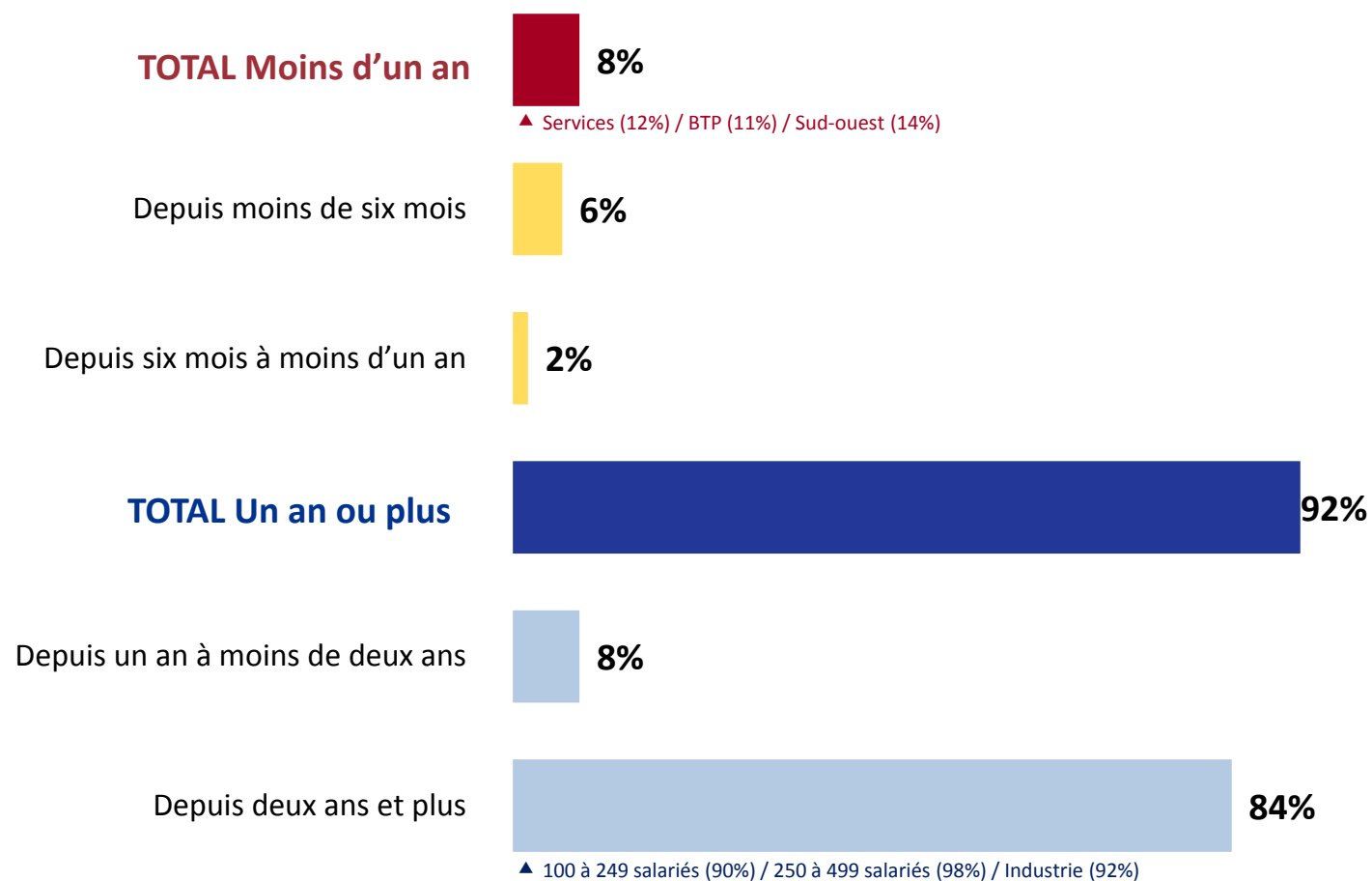
Question : Depuis le 1er janvier 2015, les établissements recevant du public doivent être accessibles à toute personne en situation de handicap. Vos locaux sont-ils accessibles aux personnes en situation de handicap ?





L'antériorité de l'accessibilité de ses locaux aux personnes en situation de handicap

Question : Depuis combien de temps vos locaux sont-ils accessibles aux personnes en situation de handicap ?



Base : question posée uniquement aux dirigeants dont les locaux sont accessibles aux personnes en situation de handicap, soit 71% de l'échantillon



L'échéance prévue pour rendre ses locaux accessibles aux personnes en situation de handicap

Question : Avez-vous mis en place un agenda d'accessibilité programmée ?

TOTAL OUI



12%

▲ 50 salariés et plus (20%) / Services (19%)

Oui, sous échéance de moins de six mois



2%

Oui, sous échéance de six mois à moins d'un an



5%

Oui, sous échéance d'un an ou plus



5%

TOTAL NON



86%

▲ Industrie-BTP (92%) / Région parisienne (94%)

Non, mais vous prévoyez de le faire



17%

Non, et vous ne prévoyez pas de le faire



69%

Ne se prononcent pas



2%

Base : question posée uniquement aux dirigeants dont les locaux ne sont pas accessibles aux personnes en situation de handicap, soit 29% de l'échantillon

Le jugement sur l'obligation d'informer les salariés deux mois avant la cession de l'entreprise

Question : Depuis le 1er novembre 2014, les dirigeants d'une entreprise souhaitant revendre ont l'obligation d'informer les salariés deux mois avant sa cession. L'objectif de ce dispositif est de favoriser la reprise des entreprises par leurs salariés. A défaut du respect de cette mesure, la cession pourra être annulée. Selon vous, cette nouvelle obligation pourrait-elle perturber une éventuelle cession de votre entreprise ?

